

# le prolétaire

bulletin mensuel du PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE (programme communiste)

N° 3

Octobre 1963

Prix :  
0,20 F

## FRACHON, LA COEXISTENCE PACIFIQUE ET LA LUTTE DE CLASSE

Il vaut mieux un ennemi intelligent qu'un ami bête, dit le proverbe. M. Frachon en est l'illustration vivante. Il a voulu, lui aussi, mêler sa voix au concert khrouchtchevien contre les Chinois (nous ne nous occuperons pas ici des Chinois, mais il est bon de répéter, pour éviter toute équivoque, que nous ne partageons pas plus leurs "thèses" que celles de Khrouchtchev, que nous ne croyons pas un seul instant que le conflit "idéologique" entre Pékin et Moscou ait un rapport quelconque avec une discussion entre deux partis communistes sur les meilleurs moyens de faire triompher le communisme. Pour nous, le conflit sino-soviétique est un heurt entre deux Etats,

deux nations, l'une et l'autre capitalistes; un conflit entre un jeune pays en pleine fièvre d'industrialisation capitaliste, la Chine, et un pays impérialiste préoccupé de bonnes affaires sur le marché mondial, soucieux avant tout de maintenir l'ordre capitaliste dans le monde et de s'entendre dans ce but avec son compère américain, la Russie.) M. Frachon s'en prend donc aux Chinois et mène campagne pour la défense de la coexistence pacifique et l'illustration de ses bienfaits. Et il ne se refuse rien, ce monsieur: il cite Narz; il se rengorge, il pose au théoricien... Résultat: son article est publié simultanément dans "L'Humanité" (du 4.10.1963) et dans "Troud", le journal des syndicats russes. Quel honneur!

### DANS CE NUMÉRO :

- Frachon, la coexistence et la lutte de classes.
- Dédié à Thorez.
- Que Franco s'en aille.
- La leçon des mineurs asturiens.
- Frachon chez Pompidou.
- Lettre d'Angleterre.
- Encore sur la grève des mineurs.
- La fable de la lutte anti-monopoliste.

LISEZ, DIFFUSEZ, SOUTENEZ

## programme communiste

notre revue théorique trimestrielle

Le N° : 2,50 ; Belgique : 35 FB

Abonnement 1 an : ordinaire 9 F

de soutien 20 F

Versements : PROGRAMME COMMUNISTE C.C.P. 2202 22 Marseille

Correspondance :

B.P. 375 MARSEILLE-Colbert

B.P. 24 PARIS XIX

Bien sûr, les citations de Marx qu'il produit ou bien n'ont aucun rapport avec le sujet, ou bien elles prouvent le contraire de ce qu'il veut prouver, mais quelle importance? De toutes manières, Frachon ne comprend pas lui-même un mot de ce qu'il cite, alors...

Mais les citations ne sont qu'un hors-d'oeuvre. On en arrive bientôt au plat de résistance qui, lui, est mijoté par M. Frachon lui-même, sans l'aide de personne, on peut le croire. Prolétaires, soyez donc extrêmement attentifs, voici la quintessence de l'enseignement de notre théoricien:

"D'abord, dans les périodes de forte tension internationale, la classe ouvrière et ses organisations doivent organiser une grande partie de leurs forces pour combattre les campagnes chauvines et militaristes. En France, pendant seize ans, nous avons fourni un effort considérable (le cerveau de M. Frachon en a visiblement beaucoup souffert. P.C.) pour lutter contre les guerres du Vietnam et d'Algérie. La lutte directe contre les empiétements du capital s'en est nécessairement ressentie. Par contre, depuis la fin de la guerre d'Algérie, les grèves ont considérablement augmenté."

Voilà ce que cela veut dire, si nous comprenons bien. Pendant la guerre d'Algérie, pas de grèves; maintenant qu'elle est finie, les luttes syndicales recommencent. Pour une fois, nous sommes presque d'accord avec vous, M. Frachon.

Pendant la guerre d'Algérie, la situation intérieure était tendue; pendant la guerre d'Algérie, la bourgeoisie craignait comme la peste que les ouvriers fassent grève. Bien sûr, la bourgeoisie ne craignait guère les grèves-Frachon, les grèves symboliques de 24 heures, les grèves d'une seule usine, les grèves d'un seul département d'une seule usine. La bourgeoisie craignait comme la peste que le prolétariat métropolitain conduise une lutte réelle, une lutte généralisée, même pour de simples revendications de salaires. Et savez-vous, M. Frachon, pourquoi elle craignait cela comme la peste? Parce qu'elle aurait été prise entre deux feux, entre la lutte armée des insurgés algériens et la lutte de classe du prolétariat de la métropole; parce qu'une lutte sérieuse, généralisée de la classe ouvrière en France n'aurait pas été sans effet sur le comportement des prolétaires mobilisés. Bien que vous sembliez un peu affaibli par "votre effort considérable" durant cette période, vous vous souvenez peut-être, M. Frachon, de certaines manifestations de rappelés en 1956? Vous n'avez pas oublié que l'essentiel de l'appareil de répression de la bourgeoisie (armée et police de choc) se trouvait alors de l'autre côté de la Méditerranée? Vous vous souvenez peut-être aussi, en fouillant bien votre mémoire, d'une magnifique grève des chantiers navals de St. Nazaire en 1955, que vous et vos semblables avez tout fait pour circonscire à St. Nazaire. Lorsque cette grève se termina sans s'être étendue; lorsque l'ordre régna à nouveau sur les chantiers navals, après la mort d'un ouvrier tué par les flics, lorsque l'ordre régna à nouveau; grâce aux syndicalistes partisans de la coexistence comme vous, M. Frachon, qui faites des efforts si considérables dans d'autres domaines que vous ne pouvez vous fatiguer encore à tenter d'étendre la grève de St. Nazaire. Eh bien, à ce moment-là, la bourgeoisie respira un grand coup. Ce qui préoccupait M. Frachon, c'est

que les forces de police étaient en Algérie, comme l'expliqua le digne Président du Conseil de l'époque, M. Edgar Faure, et que la bourgeoisie n'en aurait pas eu assez pour maintenir l'ordre, si la grève s'était étendue.

Autre chose encore préoccupait le très démocratique président du Conseil de l'époque: c'est que les syndicats - le vôtre y compris, bien entendu - ne parviennent pas à contrôler la grève et à se faire écouter des grévistes. Et il avait bien raison en un sens ce très démocratique président du conseil: si les ouvriers n'écoutent plus les chefs syndicalistes et qu'il n'y a pas assez de flics, comment faire respecter l'ordre? Mais M. Faure vous sous-estimait. Vous avez su reprendre l'affaire en mains, et la bourgeoisie a pu continuer tranquillement à massacrer en Algérie et à vaquer à ses affaires.

Alors, Monsieur Frachon, cessez de mêler Marx et Lénine à vos salades: c'est un spectacle obscène. Allez-y plus franchement, expliquez-vous loyalement, ayez un peu de courage et dites clairement les choses: Pendant la guerre d'Algérie, la bourgeoisie ne pouvait souffrir à aucun prix que le prolétariat français mène de véritables luttes pour ses revendications immédiates; c'était trop dangereux; alors nous, C.G.T.; nous, Frachon; nous, P.C.F., nous empêchions les grèves de devenir sérieuses et nous évitions même tout simplement de déclencher des grèves. Nous fournissions par ailleurs "un effort considérable": Thorez faisait des discours sur la "véritable Union française"; les députés communistes votaient les pleins pouvoirs à Guy Mollet (voilà encore quelqu'un avec qui vous vous entendez toujours fort bien; il a même droit au voyage en U.R.S.S.); les députés communistes votaient les pleins pouvoirs à Pflimlin, et même des félicitations à l'armée pour faire bonne mesure. Les militants communistes ou cégétistes, eux, étaient mobilisés pour des campagnes ... de signatures, et tout ce monde-là, à l'unisson, exhortait le gouvernement à ouvrir des pourparlers.

Mais aujourd'hui la guerre d'Algérie est finie, et donc la lutte de classe reprend son cours, nous assure M. Frachon. Certes, il est moins dangereux de faire grève aujourd'hui, mais il faut malgré tout que cela reste dans certaines limites. Il ne faut pas exagérer, n'est-ce pas M. Frachon? Les mineurs, eux, exagéraient nettement, et vous y avez mis bon ordre. Pensez! des ouvriers qui mènent une grève illimitée alors que la C.G.T. veut 48 heures de grève, qui ont la prétention d'obtenir ce qu'ils demandent, qui se moquent des réquisitions gouvernementales, qui prétendent étendre leur mouvement à d'autres catégories, c'est intolérable, n'est-ce pas M. Frachon? Ces gens-là ne sont pas des syndicalistes modernes, des syndicalistes de la coexistence pacifique, ce sont des barbares; il faut les mettre au pas, indirectement bien sûr car ça pourrait devenir dangereux. Il faut s'occuper d'eux, régler leur sort avec la direction des houillères; car, eux, ils ne savent pas s'y prendre, ce sont de grands enfants: ils en sont restés à l'époque de la lutte de classe; ils n'ont pas encore compris la supériorité de la coexistence pacifique avec les patrons et l'Etat capitaliste. Et puis, n'est-ce pas M. Frachon, il y a aussi les marins, qui s'entêtent à voter pour la grève, alors que les délégués syndicaux, - qui tout de même savent bien ce dont ils ont besoin sinon ils ne seraient pas délégués -, alors que les délégués syndicaux ont décidé qu'il fallait reprendre le travail (en réalité, ce sont les armateurs, mais c'est un détail)

Au fond, M. Frachon, votre formule est tout à fait exacte: pendant la guerre d'Algérie, on ne fait pas grève, la bourgeoisie ne veut absolument

pas et comment on doit coexister: il faut bien se faire quelques petits plaisirs; aujourd'hui, on peut faire grève, la bourgeoisie ne le défend pas catégoriquement, mais il faut y mettre des formes, il ne faut pas aller trop loin, car on est entre gens civilisés et il faut respecter les bonnes manières; et vive la coexistence !

D'ailleurs, M. Frachon possède la preuve définitive de la supériorité de la coexistence pacifique sur les vieilles méthodes de lutte prolétarienne. En effet, la coexistence pacifique lui a permis d'obtenir un "succès important", un succès tel qu'il est bien évident qu'il n'aurait pu être atteint avec les vieilles méthodes de la lutte de classe, un succès inouï, inimaginable, formidable. Il a obtenu ce que les dirigeants des autres centrales syndicales ont obtenu: "Ces jours-ci, le premier ministre a reçu les représentants de la C.G.T.! C'est la première fois que ça se produit depuis sept ans et demi".

Et de ce "succès important" tout le monde a pu voir la preuve irrécusable; tout le monde a pu voir dans les journaux votre photographie, monsieur Frachon, au sortir de cette entrevue historique, attendue depuis sept ans et demi. Ça a dû être long sept ans et demi, n'est-ce pas monsieur Frachon, mais quelle récompense pour une si longue attente! Vous étiez endimanché, votre sourire était radieux...

Nous, à vous voir ainsi, on a eu seulement envie de dégueuler !

o o o o o

DÉDIÉ À THOREZ, À SA "DÉMOCRATIE RÉNOVÉE"  
ET À SON PASSAGE PACIFIQUE AU  
SOCIALISME

"La toute-puissance de la richesse est plus sûre en république démocratique parce qu'elle ne dépend pas des défauts de l'enveloppe politique du capitalisme. La république démocratique est la meilleure forme politique possible du capitalisme; aussi bien le Capital, après s'en être emparé, assure son pouvoir si solidement, si sûrement, que celui-ci ne peut-être ébranlé par aucun changement de personnes, d'institutions ou de partis dans la république démocratique bourgeoise."

" La nécessité d'inculquer systématiquement aux masses cette idée - et précisément celle-là - de la révolution violente est à la base de toute la doctrine de Marx et Engels. La trahison de leur doctrine par les tendances social-chauvines et kautskistes (aujourd'hui on dit khrouchtcheviennes ou thoréziennes. Réd.), aujourd'hui prédominantes, s'exprime avec un relief singulier dans l'oubli par les partisans des unes comme des autres, de cette propagande, de cette agitation.

"Sans révolution violente, il est impossible de substituer l'Etat prolétarien à l'Etat bourgeois. La suppression de l'Etat prolétarien, c'est-à-dire la suppression de tout Etat, n'est possible que par voie "d'extinction"

LÉNINE - L'Etat et la Révolution

Le parti communiste et la "question espagnole"

QUE FRANCO S'EN AILLE, ET ILS LAISSERONT  
TOUT LE RESTE EN PLACE

Les partis "communistes" se sont servis - l'expression est odieuse, mais c'est ainsi et nous n'y sommes pour rien - de l'assassinat de Julian Grimau pour tenter de rehausser le maigre prestige du mouvement moscovite en Espagne, et d'accréditer la fable selon laquelle eux, les "communistes" modèles, sont toujours aux premières lignes dans la lutte contre la réaction bourgeoise.

Nous nous inclinons devant tout prolétaire écrasé sous le talon de fer du Capital et nous pouvons donc, de ce point de vue, honorer l'homme Grimau, la victime Grimau. Toutefois, nous devons rappeler, d'abord que tous les "martyrs" du Capital ne représentent pas, en eux-mêmes, des éléments révolutionnaires (il suffit de rappeler le cas de Jaurès en France); ensuite que Grimau, et surtout de nombreux militants prolétariens trompés, ont été en un certain sens des victimes de leur propre parti, des idéaux mensongers ("la démocratie, la paix et le peuple") qu'il proclame en leur sacrifiant ses propres militants.

Lors de l'assassinat des deux jeunes anarchistes, on a bien vu quelle est la véritable attitude des partis "communistes" à l'égard du "problème espagnol" et quelle est leur part de responsabilité dans le maintien du statu quo. Certes, ils ont bien condamné en paroles le "bourreau" Franco, avec l'approbation de "tous les démocrates sincères"; ils l'ont même invité à la clémence pour le menacer ensuite d'un dérisoire boycottage des marchandises espagnoles (une demi-heure de retard lors du chargement ou du déchargement!). Mais on nous permettra de constater que c'était vraiment faire peu de bruit (quant à autre chose que du bruit, il n'en était même pas question!) autour de l'exécution de ces deux jeunes prolétaires, condamnés non pour de lointains "crimes de guerre" comme Grimau, mais pour une tentative présente de détrôner Franco. Leur action, désespérée tant que l'on voudra (mais à qui la faute?), mais "actuelle", ne pouvait servir de réclame aux partis du pacifisme: ils n'ont donc pas utilisé leurs énormes moyens publicitaires. Tout au contraire, après avoir brièvement exprimé leur indignation de "civilisés" devant l'exécution, ils ont à leur tour condamné les assassinés, car leurs actes terroristes "n'aident pas la cause démocratique" en Espagne!

Pour beaucoup de prolétaires qui lisent encore "L'Humanité", en croyant y trouver l'expression de leurs intérêts de classe, tout cela est passé inaperçu. Et ils seront scandalisés en nous entendant affirmer que si Franco (et pas seulement lui) est bien le bourreau, les partis "communistes" liés à Moscou ne sont rien d'autre que les sinistres fossoyeurs qui lui facilitent la tâche et couvrent même sa retraite en signant au capitalisme espagnol une traite en blanc pour le jour où le généralissime sera liquidé, ou aura pacifiquement disparu de la scène politique espagnole.

Sur quoi nous basons-nous pour faire d'aussi scandaleuses affirmations ? Sur les faits, sur deux textes signés par le parti communiste espagnol et publiés par "Problèmes de la paix et du socialisme" (n<sup>os</sup> 7 et 9, 1959, édit. italienne): "Un programme pour l'union des forces antifascistes" et "Expériences de la grève nationale en Espagne".

x x  
x

Nous commencerons par citer la description que fait le P.C.E. de la situation intérieure. Depuis qu'elle a été écrite, quatre années ont passé en vain, les "perspectives" étaient erronées et certaines analyses ont été changées, ou même complètement bouleversées: le tout grâce au "génie" politique des "communistes"... Mais lisons:

"On sait qu'à la suite de la prétendue "politique de stabilisation" du "gouvernement, dictée par les grandes banques internationales et par les monopoles espagnols (les deux seules forces complètement réactionnaires, selon les partis moscovites. Réd.), il y aura en Espagne dans quelques mois des centaines de milliers de chômeurs, que la dévaluation entraînera une nouvelle augmentation du coût de la vie et la réduction de la valeur réelle des salaires (ils ont "découvert", à leur manière, la "mise en œuvre croissante". Réd.); et que des milliers d'entrepreneurs et de commerçants (les pauvres! Réd.) seront condamnés à la faillite. Mais ce n'est pas par la résignation et la passivité que l'on peut éviter la catastrophe qui plane sur l'Espagne et dont les premiers symptômes se manifestent. "

Donc, on va vers la catastrophe et le texte nous avertit qu'au fond de celle-ci on ne peut trouver - horreur! - que la révolution, à moins que... Et nous voici arrivés à l'essentiel: devant le danger de révolution, ces révolutionnaires "communistes" trouvent qu'il est urgent de se mettre d'accord (avec qui et comment, nous allons le voir) pour arranger les choses pendant qu'il en est temps. Comment?

"Les contradictions de classe entre prolétariat et bourgeoisie non monopoliste, entre ouvriers agricoles et gros agrariens demeurent ... Toutefois, la communauté d'intérêts de tout le peuple, engendrée par l'oppression de la dictature fasciste du grand capital monopoliste, acquiert aujourd'hui une signification de première importance et impose la nécessité d'un compromis politique pour lutter contre le régime de Franco. Les blessures de la guerre civile se cicatrisent progressivement" et le parti communiste, qui "le premier a abandonné l'esprit de vengeance et de revanche en proposant l'apaisement des Espagnols au travers de la "politique de réconciliation nationale proclamée par le P.C.E. en juin 1956" appelle aujourd'hui "à entreprendre, sous le signe de la réconciliation nationale, une lutte commune de toutes les classes et de toutes les couches sociales pour liquider la dictature fasciste et rétablir un régime démocratique."

Le texte nous apprend ensuite que c'est là la "seule voie qui, en évitant la violence armée, permettrait de trouver une solution vraiment démocratique". Et Julian Grimau, lui, qu'en a-t-il pensé le jour de son exécution?

"Le parti communiste a rappelé qu'il est possible d'éliminer la dictature par la voie pacifique." "C'est un fait que des forces politico-sociales si

larges sont intéressées à éliminer la dictature ( mais dans quel but, celui de la petite et moyenne bourgeoisie qui agiront contre Franco? C'est une question sans importance pour nos "communistes"! ) que, si elles s'accordaient, la dictature ne pourrait leur opposer de résistance sérieuse". Le renversement de Franco passe donc par deux phases: réalisation de l'unité autour d'un programme minimum d'abord; puis passage à l'action commune. Qui participera à cette action commune? Pratiquement tout le monde, si l'on excepte les grands monopoles et Franco: "Les travailleurs de la ville et de la campagne... la petite et la moyenne bourgeoisie, les fonctionnaires, les intellectuels, avec la sympathie des forces armées et de l'ordre public". Et pourquoi pas des boureaux de Julian Grimau, pendant qu'on y est !

Et que l'on ne croie pas que nous avons ajouté nous-mêmes l'armée et la police dans la citation. Le texte est explicite, il ajoute:

"Si l'on proposait à l'armée et aux forces de l'ordre public de participer à l'instauration d'un régime fondé sur la concorde nationale, il est très probable que les militaires refuseraient d'ap-  
"puyer ultérieurement Franco."

Il suffit donc de se mettre d'accord sur "un programme minimum acceptable par toutes ces forces", et d'employer "les actions de masses dans les formes les plus diverses: de l'usage des possibilités légales jusqu'au boycottage, à la grève, aux démonstrations, etc.". Comment? vous le dites vous-mêmes, il n'y a pas de possibilités légales en Espagne; grèves et boycottage sont réprimés. Franco restera donc en place... à moins que la clé du programme minimum se trouve dans cet "etc." vraiment lumineux !

Admettons toutefois que les "forces démocratiques" prennent pacifiquement le pouvoir, et voyons le programme du P.C.E. pour la période qui suivra l'élimination (ou l'exil bien rétribué, qui sait?) de Franco.

"Le parti communiste confirme qu'il est prêt à souscrire à un accord avec les partis d'opposition pour la période de transition, après le renversement de la dictature; qu'il est prêt à participer à ce gouvernement".

Mais ce n'est pas tout: au cas où cette proposition de participer au gouvernement pourrait sembler excessive à Sa Majesté la Bourgeoisie, le P.C.E. n'insisterait pas, car les miettes suffisent au chien fidèle:

"Il n'insistera pas sur la participation à deux conditions: 1) que soient garanties toutes les libertés démocratiques, 2) qu'il participe à égalité de droits aux organisations dans lesquelles s'unifieront toutes les forces d'opposition".

Mais c'est peut-être encore trop? Il faut peut-être lâcher encore un peu de lest? Effectivement:

"Le P.C.E. est prêt à donner son appui à un pouvoir monarchique à condition que le peuple ait ensuite (avant, non? Réd.) la possibilité de choisir librement le régime institutionnel".

Et voici enfin les "mesures concrètes" en matière de politique intérieure. Après avoir affirmé le "caractère national du P.C.E." et le fait qu'il a clairement conscience de ce que "les intérêts de la classe ouvrière-

ère du pays sont avant tout nationaux", les textes illustrent les lignes directrices de la politique proposée par le P.C.E. :

"République démocratique, pluralité de partis, parlement élu par des élections libres... amnistie pour les détenus politiques qui ont participé à la guerre civile dans l'un ou l'autre camp..., séparation de l'Eglise et de l'Etat avec aide financière de l'Etat à l'Eglise (le Pape ne refusera certainement pas son imprimatur! Réd.); expropriation avec indemnité des terres appartenant aux aristocrates absentéistes (eux seulement! Réd.) et des terres incultes ou jamais cultivées..., stimulation des investissements de capital privé qui ne portent pas préjudice à l'industrie nationale" (le sort du prolétariat qui reste un esclave dans l'industrie privée comme dans l'industrie nationale, on s'en moque; l'économie nationale passe avant tout!). L'énumération pourrait continuer, mais nous pensons que nos citations suffisent amplement à celui qui veut comprendre.

x x x

Nous avons donc donné les preuves de ce que nous affirmions au début de cet article. Oui, Grimau et d'autres prolétaires sont tombés et tomberont encore en Espagne comme partout où règne la tyrannie capitaliste, et ils seront toujours dignes du respect de tous les travailleurs. Animés par une foi que la perspective de la mort ne fait pas faiblir, ils se déclarent communistes, affirmant par là leur volonté de lutte. Et ils le sont et le seront, même s'ils combattent et meurent pour une cause trahie. Ceux qui ne sont absolument pas communistes, ce sont les dirigeants des partis moscovites qui vivent en exploitant l'héritage glorieux de l'Internationale Communiste qu'ils ont eux-mêmes trahie, en exploitant l'immaturité politique des masses, leur enthousiasme sans méfiance et surtout l'absence aujourd'hui d'un Parti international de classe qui puisse appeler avec autorité tout le prolétariat sous ses drapeaux, non pas pour le lancer dans la lutte pour la démocratie bourgeoise ou même le régime monarchique, pour l'industrie privée, pour la concorde entre les classes, mais pour la lutte finale, pour enterrer le capitalisme et ses défenseurs - du bourreau Franco jusqu'aux fossoyeurs de Moscou.

Alors seulement le prolétariat pourra défendre et honorer dignement la mémoire de ceux des siens qui sont tombés en Espagne.

## LA LEÇON DES MINEURS ASTURIENS

Défiant le gouvernement franquiste et son interdiction constitutionnelle de la grève, les syndicats verticaux, les provocations et les tortures policières, la misère et la faim les mineurs asturiens mènent, depuis plus de deux mois, une grève héroïque.

En France et ailleurs, les organisations ouvrières - syndicats et partis - "saluent leur lutte, votent des motions de solidarité, signent des télégrammes de protestation auprès de Franco, versent des larmes de crocodiles sur Delgado et Granados exécutés au garrot, et en appellent "aux démocrates et aux libéraux sincères".

On apprend par ailleurs que des délégués des syndicats russes devaient se rendre en Espagne pour y étudier l'organisation des syndicats verticaux, qu'ils ont renvoyé leur visite à une date ultérieure, mais que le porte-parole des syndicats franquistes espère qu'elle pourra avoir lieu avant la fin de l'année. Ils ont renvoyé leur visite? Bien sûr, le moment n'était pas favorable: ce qui intéresse ces messieurs des syndicats russes, c'est l'organisation des syndicats verticaux, et non pas la lutte héroïque des prolétaires de l'Asturie rouge!

On apprend enfin que des pourparlers sont en cours entre Moscou et Madrid pour le remboursement à l'Espagne, sous forme d'exportations de pétrole, de l'or remis à la Russie par le gouvernement républicain lors de la guerre civile.

Prolétaires, quelles leçons pouvez-vous tirer de tout cela? D'abord qu'il n'y a qu'UNE manière de manifester votre solidarité de classe avec les militants en lutte ouverte contre le capitalisme espagnol, avec les mineurs asturiens en grève: c'est de les imiter!

A bas les luttes fractionnées, les luttes de catégories, les grèves symboliques de 24 ou de 48 heures. (N'est-ce pas, mineurs français, à qui la C.G.T. reconnaît de proposer une grève de 24 heures, après sa trahison de la magnifique grève illimitée de mars-avril?) Ensuite, que dans toutes leurs luttes, les ouvriers ont à vaincre deux ennemis. Un ennemi déclaré et bien connu: la bourgeoisie et son État qui sait, elle, s'unir par-dessus les frontières pour défendre des intérêts de classe; un ennemi caché et d'autant plus dangereux: les prétendus partis ouvriers - "communistes" ou "socialistes" - et les syndicats qu'ils animent.

Le N° 25 de PROGRAMME COMMUNISTE est paru. Au sommaire :

- ° Communistes de temps meilleurs
- ° Bases pour l'adhésion au Parti Communiste Internationaliste (Programme Communiste)
- ° Socialisme et syndicalisme dans le mouvement ouvrier français. III Le syndicalisme révolutionnaire contre le réformisme
- ° Le prix de l'unité syndicale

## FRACHON CHEZ POMPIDOU

Monsieur Frachon a rendu visite à Monsieur Pompidou. "Un dialogue sans surprise", a-t-il déclaré après l'entrevue, et au cours duquel il a été seulement convenu de part et d'autre "que l'établissement de rapports NORMAUX entre les représentants de la classe ouvrière et le gouvernement étaient un OBJECTIF naturel".

"De tels contacts - nous a-t-il promis - se renouvelleront". Cette démarche qui, en d'autres époques moins favorisées sous l'angle de la coexistence pacifique des classes ennemies, eût provoqué un tollé général, survient pourtant juste après les déclarations du gouvernement concernant le "plan de stabilisation" dont la C.G.T., à juste titre, dénonce le caractère farouchement anti-ouvrier. C'est précisément ce moment-là, le moment où le pouvoir bourgeois annonce cyniquement à la classe ouvrière le sort qu'il entend lui réserver, que choisit le prétendu représentant principal de cette classe, pour essayer les pailles de l'antichambre ministérielle, un lieu où les prolétaires n'entreront jamais, sinon pour faire tout autre chose que congratuler le maître de céans.

x<sup>x</sup>  
x x

Nous savions déjà que de telles contradictions ne gênent pas M. Frachon et qu'il excelle dans l'art de présenter les concessions les plus répugnantes comme de "grandes conquêtes ouvrières". Cette fois encore, la démarche humiliante que vient d'accomplir le chef de la C.G.T. nous est servie comme une "victoire" contre l'"ostracisme" dans lequel on tenait la grande centrale ouvrière. On imagine l'écoeurement qu'elle provoquera chez l'ouvrier qui trime du matin au soir pour la grandeur nationale et la force de frappe de ces beaux messieurs. Pourtant cette démarche n'a rien d'extraordinaire pour ceux qui savent ce qu'est devenue, depuis longtemps déjà, l'autrefois glorieuse C.G.T. que nous avons le ferme espoir de voir un jour aux mains de vrais militants prolétariens.

La C.G.T. actuelle s'est installée dans le capitalisme tout comme les autres syndicats ouvertement paternalistes. Elle s'oppose au gouvernement gaulliste, non pas à l'Etat bourgeois. Elle dénonce, non pas le principe de la grandeur nationale, du productivisme et de l'expansion, stimulants essentiels de l'exploitant de classe, mais la façon dont la haute banque et le grand capital entendent y œuvrer. Ses chefs pensent qu'on peut concilier les intérêts nationaux, c'est-à-dire les intérêts des classes non-prolétariennes (bourgeoisie y compris) avec les intérêts immédiats et historiques du prolétariat.

"La satisfaction des revendications, a dit M. Frachon au 34e Congrès de la C.G.T., est possible SANS QUE LE PAYS EN SOUFFRE". C'est justement ce que nous nous nions formellement lorsque, en accord total avec tous ceux qui ont laissé un nom dans le mouvement prolétarien, nous disons aux ouvriers: il faut choisir. Ou la prospérité, la grandeur du pays et, pour vous la ration congrue.

Ou la lutte acharnée pour votre beefsteak et, à plus ou moins longue échéance, la lutte politique et sociale pour le pouvoir. Ou la dictature de la bourgeoisie (sous étiquette démocratique ou fasciste: économiquement et socialement, cela fut toujours la même chose) ou VOTRE propre dictature.

Quelques jours à peine après son entrevue avec Pompidou, Frachon disait, dans son discours aux délégués de la métallurgie: "La C.G.T. est contre la hausse des prix et l'inflation, et elle est convaincue QU'ON PEUT LES EM-PÊCHER, MAIS LE GOUVERNEMENT N'A PAS CHOISI CETTE VOIE".

Quand on est convaincu de cette possibilité de maîtriser l'anarchie économique en régime capitaliste, quand on pense que la misère ouvrière vient "des bénéfices scandaleux" des patrons et non de la course au profit et de l'accumulation profitable à toute la classe capitaliste et défendue par tous les gouvernements, quand on a le front de dire ou de laisser entendre que la situation ouvrière n'était pas la même avant le gaullisme, sous les Thorez, Ramadier, Bidault ou Mollet, on ne peut pas apporter la moindre contribution effective et sincère à la résistance des salariés à l'exploitation. On ne peut que jouer ce rôle de bouffon qui consiste à invectiver le gouvernement et à établir des "rapports nouveaux" avec son principal représentant.

x<sup>x</sup>  
x x

Ce rôle, il faut rendre à Frachon cette justice, il le joue à la perfection. D'un côté des discours enflammés, de l'autre les basses tractations. Dans les assemblées générales, le verbe vengeur; dans les lignes discrètes des directives aux délégués, les manoeuvres souples et insidieuses, destinées à introduire la bureaucratie cégétiste dans les places détenues par son homologue du type F.C. ou C.F.T.C. La preuve? Pour qui sait lire, elle est fournie par le discours de Frachon quelques jours à peine après l'entrevue avec Pompidou: "La C.G.T., a-t-il dit, ne cautionnera pas les manoeuvres" du gouvernement. Elle appelle "ses militants à organiser l'action ouverte". De vastes mouvements unitaires en perspective, donc? Une solidarité de fait - et non pas verbale - entre professions et catégories? La répudiation des grèves limitées et tournantes? L'action directe au lieu de l'arbitrage? Non pas. Restons-en, dit en substance Frachon, aux "méthodes dont l'efficacité a été attestée par le pouvoir lui-même qui leur a donné des noms de baptême: GRÈVES-SURPRISES, de HARCELEMENT." Restons-en donc à ces décevants mouvements fractionnés qui ont eu le succès que l'on sait, aux grèves de 24 heures, d'une heure, d'un quart d'heure, tantôt des uns, tantôt des autres. "La classe ouvrière, c'est toujours Frachon qui parle, S'ADAPTE aux moyens de combats, aux conditions qui lui sont faites".

En somme, selon cette conception opportuniste, elle "choisit" ses méthodes d'action. Mais lorsque ces méthodes, par chance, sont celles de la vraie et saine lutte de classe, auxquelles nous applaudissons avec enthousiasme, lorsque les ouvriers "choisissent" la lutte et non la transaction, que "choisissent les hommes de Frachon ? Nous le savons bien et la grève

des mineurs l'a encore montré: ils choisissent le compromis, la capitulation, qui "adaptent" curieusement les revendications posées aux exigences impératives du patronat. La phrase syndicale invoque la lutte, le contenu c'est la conciliation.

La C.G.T. revendique, revendique, comme si son succès dépendait de la longueur des revendications. Elle qui ne veut pas cautionner les manoeuvres des patrons et du gouvernement en réclamant le droit de cité des syndicats dans l'entreprise, elle cautionne la politique des chefs d'entreprise, véritables patrons du gouvernement. Elle va même jusqu'à exiger "ce qui peut paraître un peu osé (sic), des heures payées pour les assemblées de syndiqués" et aussi (ça ne se trouve pas dans le discours, mais dans un coin discret du "Peuple") "le paiement par le patron des cours d'instruction des militants syndicaux".

Les capitalistes seraient donc assez sots pour payer la formation de ceux qui vont les combattre ? Non, mais ils seront plutôt assez malins pour conclure ce marché, et laisser quelques miettes à ceux qui les servent si utilement. Le droit de regard sur la gestion de l'entreprise en échange du droit de la combattre, les fauteuils rembourrés des conseils d'administration en échange de la renonciation aux grèves et aux manifestations de rue: c'est là le seul et véritable contenu social et politique des "contacts" enfin établis entre Frachon et Pompidou.

x<sup>x</sup>  
x<sup>x</sup>

Parlant de l'entrevue avec Pompidou, Frachon a dit aux journalistes: "Le seul moyen de COHABITER, c'est d'avoir des rapports". Avec le capitalisme, le prolétariat ne peut avoir d'autres rapports que ceux qu'il subit. Il ne peut pas plus "cohabiter" avec ses représentants que le prisonnier ne peut cohabiter avec son geôlier, l'esclave avec son maître, le cheval avec son cavalier. Pour cracher un jour le mors capitaliste, il réservera sa première ruade à ces dirigeants indignes qui ont l'impudence de parler et d'agir en son nom.

### BULLETIN D'ABONNEMENT

NOM et adresse : .....

.....  
SOUSCRIT UN ABONNEMENT (rayer les mentions inutiles)

- à Programme Communiste ( normal (9 F)  
de soutien (20 F)
- au Prolétaire ( normal (2 F)  
de soutien (5 F)
- combiné à Programme Communiste et Le Prolétaire (10 F)

Versements à Programme Communiste C.C.P. 2202 22 Marseille

Lettre d'Angleterre

## LA GREVE DU BATIMENT

Le "modèle anglais" en matière de parfaite collaboration entre appareils syndicaux d'une part, et patronat et gouvernement de l'autre, hante les esprits des chefs syndicalistes de toute l'Europe occidentale et d'ailleurs. A la lueur de l'expérience récente de la lutte des maçons en Angleterre, il n'est pas sans intérêt de voir ce qu'il recouvre.

En Angleterre, la Fédération du Bâtiment groupe 20 syndicats de métiers comprenant chacun les ouvriers qualifiés et les manoeuvres de chaque corporation. Elle est une des plus faibles du mouvement syndical anglais: sur un million et demi d'ouvriers et manoeuvres, moins d'un tiers seulement est syndiqué. D'autre part, les huit-dixièmes de ces syndiqués sont des ouvriers qualifiés, le reste, infime, est composé de manoeuvres.

Il y a plusieurs mois, la Fédération du Bâtiment, sans grande conviction et tout platoniquement, avait lancé une double revendication: 40 h. de travail par semaine au lieu de 42 h. comme base du salaire nominal; augmentation uniforme de £ 3.0.0. par semaine, soit environ 25% de plus par rapport au salaire de base actuel de l'ouvrier qualifié. A titre d'information, le salaire de base actuel de l'ouvrier qualifié est de £ 12 par semaine pour 42 h., et celui du manoeuvre de près de £ 11 dans les mêmes conditions. (1 £ vaut environ 13,95 frs)

Le 14 août donc, après avoir épuisé toutes les ressources susceptibles d'éviter la grève, la Fédération décréta un arrêt de travail d'une semaine à partir du 19 août. Pour être bien sûre que la portée en serait réduite, elle le limita, sur certains chantiers, à 10% des ouvriers! Cette décision survint, bien sûr, après une ultime entrevue avec les entrepreneurs qui, face aux revendications ci-dessus, offraient la semaine de 40 h. à partir de 1965 et uniquement pour les mois d'hiver, où le travail est réduit au minimum; le salaire payé alors le serait, naturellement, sur la base de 40 h. En plus (!), ils offraient une augmentation progressive étalée sur 3 ans, au bout desquels l'ouvrier spécialisé obtiendrait environ 12% d'augmentation et le manoeuvre la moitié seulement.

x<sup>x</sup>  
x<sup>x</sup>

Selon le schéma, désormais classique en France et en Italie notamment, les directions syndicales laissent l'initiative de la grève aux échelons locaux, afin de ne pas paraître en retrait par rapport à la base. C'est ainsi que sur la Mersey (région de Liverpool), l'ensemble des chantiers de construction est stoppé, contrairement aux directives des syndicats; durant la semaine de grève, dans cette région, des bagarres éclatent entre les piquets de grève et des "jaunes". Enfin, lors d'un meeting monstre,

réuni à Liverpool, la poursuite de la grève illimitée est votée à l'unanimité et les heures supplémentaires sont refusées jusqu'à ce que satisfaction complète soit obtenue. Dans cette région, les traditions de lutte remontent aux grandes batailles de 1924, menées dans le bâtiment en autres par les comités ouvriers, prêts alors à la lutte à outrance contre les patrons et pour la prise du pouvoir.

Mais les temps sont changés. A l'échelle confédérale cette fois, le T.U.C., dès le jeudi de la semaine de grève, réunit un comité de règlement des litiges du travail, et fit connaître ses vues sur la grève dans les termes que nous reproduisons littéralement :

"Alors que nous, Centrale confédérale, nous ne sommes pas enclin à attacher trop d'importance à ce conflit, puisqu'il n'intéresse qu'une semaine de travail, perdue pour l'économie nationale, et uniquement 10 % des ouvriers du bâtiment, deux points retiennent cependant notre attention:

" 1) Dans le bâtiment, si maintenant, du fait de la différence entre salaires réels et salaires nominaux, des ouvriers et des manoeuvres trouvent individuellement une embauche à un prix supérieur à celui négocié par nos syndicats avec le patronat à l'échelle nationale, les perspectives d'organisation syndicale puissantes sont des plus sombres." En d'autres termes, que deviennent nos "jobs" au sein de l'appareil syndical!

" 2) La hiérarchie des salaires entre ouvriers qualifiés et manoeuvres envisagée par les entrepreneurs dans l'offre d'augmentations que nos syndicats ont rejetée, seront considérablement étendue, et nous devons nous préoccuper de la bonne entente intersyndicale."

Nous ajouterons ici deux mots d'explication. Deux facteurs font qu'il existe un large fossé entre salaires de base et salaires réels, surtout dans le cas des manoeuvres:

a) L'évolution des techniques de construction réclame de plus en plus une main-d'oeuvre non-spécialisée, d'où très forte demande de manoeuvres.

b) A l'échelle nationale, la Confédération syndicale (T.U.C.) participe, aux côtés des patrons et des membres du gouvernement, à une commission chargée d'évaluer les "besoins de la classe ouvrière" dans le cadre de l'augmentation du revenu national dans son ensemble. Les indices déterminés par cette commission reposent sur les prix de détail "corrigés" par les moyennes de salaire payées dans les diverses industries. Comme partout dans le monde, ce "correctif" appliqué aux industries les plus modernes et les plus développées, telles que l'automobile, pèse sur les industries ayant une technique traditionnelle.

x<sup>x</sup>  
x<sup>x</sup>

Quant à la conclusion de la grève du bâtiment, on la devinera facilement, lorsqu'on saura que, dès le jeudi de la semaine de grève, la

fédération du Bâtiment donne l'ordre de reprise inconditionnelle du travail pour le lundi suivant. Elle abandonne purement et simplement la menace brandie d'étendre la grève.

Mais pour donner une idée de l'ampleur de la trahison syndicale, il faut considérer les points principaux de l'accord intervenu:

a) A l'avenir, tout changement dans les salaires sera basé non plus sur les prix de détail accompagnés d'un correctif, mais sur un index de productivité à l'échelle nationale (la productivité des ronds-de-cuir y compris?)

b) La semaine de travail sera basée sur 41 h. tout au long de l'année, mais à partir de mars 1965 seulement.

c) Les augmentations de salaires consenties sont, en fait, celles que proposaient les entrepreneurs avant la grève (et sont donc sans aucune commune mesure avec les revendications des ouvriers du bâtiment!). Elles sont établies de manière à élargir l'éventail des salaires entre les ouvriers spécialisés et les manoeuvres au détriment de ces derniers (malgré l'évolution technique du capitalisme industriel qui nivelle de plus en plus les métiers au niveau le plus bas au grand dam de l'aristocratie ouvrière et des bonzes syndicaux).

d) Enfin, les augmentations ne joueront, surtout pour les manoeuvres, que si des heures supplémentaires sont travaillées. Or la moyenne du temps de travail hebdomadaire est déjà de 49 h. dans l'industrie du bâtiment en Angleterre.

On voit tout de suite la signification de cette clause. En obligeant les manoeuvres dont l'industrie a un besoin toujours croissant à faire des heures supplémentaires, les patrons diminuent leur demande de main-d'oeuvre. Or on sait qu'une forte demande de main-d'oeuvre favorise les revendications de salaire et met les patrons en position de quémandeur. Nous ne répéterons jamais assez que les heures supplémentaires ont - au moins - un triple effet: elles diminuent le salaire horaire du travail de durée normale, l'ouvrier se "rattrapant" (par ses seuls moyens individuels: sa sueur) avec les heures supplémentaires pour gagner "honnêtement" sa vie; elles font baisser la demande de main-d'oeuvre et augmentent la main-d'oeuvre tenue en réserve par le capital (diminuent les "prolétaires de la production" et les surexploitent selon les besoins saisonniers de la production). Cette main-d'oeuvre en réserve fait pression sur les ouvriers occupés, menacés de concurrents à bas prix, alors qu'eux-mêmes ont déjà leur salaire abaissé par la méthode des heures supplémentaires. Ainsi l'ensemble de la classe ouvrière voit ses salaires déprimés. Elles atténuent, enfin, le contre-coup de la crise puisqu'alors les patrons (et les syndicats) ramèneront les heures de travail au niveau normal si bien que les ouvriers seront mis en chômage complet un peu plus tard.

Une fois de plus, l'aristocratie ouvrière anglaise s'est fait acheter aux dépens des ouvriers anglais et immigrés non-spécialisés. Mais d'ores et déjà on peut affirmer que l'économie anglaise ne peut et ne pourra plus offrir que des caricatures d'accords de salaires pour berner la masse ouvrière. Déjà, dans le bâtiment, la proportion des manoeuvres est de 2 contre 3: les ouvriers repartiront donc bientôt à l'assaut, et cette fois pour un autre résultat que cent sous de l'heure dans deux ans!

## ENCORE SUR LA GREVE DES MARINS

Nous avons rendu compte, dans notre dernier numéro, du sabotage de la grève des marins par les directions syndicales. Un article dans "Le Peuple" (n° 685, 1-15/9/1963) de Guernais, secrétaire général de la fédération C.G.T. des marins, qui tente de justifier la "tactique" de la direction syndicale, nous incite à revenir sur cet argument.

C'est après la défaite, après la capitulation que Guernais découvre l'intransigeance des armateurs, le "mur", impossible à abattre que représentait, devant les délégués ouvriers, la collusion du gouvernement et du patronat. Avant, ils préféraient laisser croire que le succès serait rapide et aisé, que la tactique de harcèlement pour appuyer les tractations autour du tapis vert suffirait à faire plier les armateurs. Et ils viennent aujourd'hui se lamenter qu'ils ont trouvé devant eux le "mur infranchissable" du patronat et du gouvernement coalisés.

Dans l'argumentation du secrétaire fédéral, il y a en tout cas un point sur lequel les moins avertis ne peuvent se tromper: c'est celui qui révèle dans toute son ignominie le rôle joué par la menace des armateurs de désarmer les navires et de jeter les marins sur le pavé. Cet odieux chantage, nous l'avions pressenti et dénoncé ici même, mais nous ne savions pas alors qu'il avait été un véritable ultimatum devant lequel les dirigeants syndicaux se sont lamentablement dégonflés.

"Les armateurs, écrit Guernais, avaient pris la décision de désarmer les bateaux de Marseille et tous les autres navires qui refuseraient d'appareiller; cette décision devait être rendue publique en fin d'après-midi, le 8. "

Voilà qui est clair et confirme ce que nous avons dit. c'est la menace du lock-out qui est à l'origine de l'ordre de la reprise du travail. Pour sauver la face, Guernais écrit:

"Je fis savoir, au nom de notre organisation syndicale, que nous répondrions avec toute la rigueur voulue à toute mesure qui prendrait la tournure d'une provocation."

Pure fanfaronnade, car: "compte tenu de ce que les résultats obtenus étaient positifs" (on a déjà vu comment: 1 % de plus que ce que proposaient initialement les armateurs !), "nous demandions aux marins de cesser les retards à l'appareillage."

Cette capitulation est une défaite pire que n'importe quelle défaite qui aurait été essuyée après des journées de lutte effective. Elle brise le moral des ouvriers parce qu'elle brise la seule force dont ils disposent: leur colère et leur révolte contre le cynisme et la férocité des patrons. Ses conséquences néfastes n'ont pas tardé, d'ailleurs, à se faire sentir. L'épreuve du désarmement en bloc de tous les navires, que les responsables syndicaux ont voulu éviter en

arretant la grève - et qui n'aurait pas manqué de provoquer de fortes réactions dans la classe ouvrière -, voilà qu'ils la subissent maintenant en détail : les armateurs marseillais désarment progressivement leurs paquebots et le syndicat n'envisage plus que d'y opposer de platoniques "journées de protestation" !

x<sup>x</sup>  
x x

Mais là où les chefs syndicaux sont les plus répugnants, c'est lorsqu'ils tentent de se justifier en prétendant qu'ils emploient de "nouvelles méthodes" conformes à l'"évolution générale".

"Pas mal de marins, écrit Guernais, ont dit: 'Pourquoi pas une grève totale, sans limitation de durée, afin d'en finir avec les conditions actuelles?'"

Quel horrible anachronisme, à l'époque de la coexistence pacifique !

"La vie change sans cesse, rétorque la voix du modernisme syndical, ce qui n'est pas bon aujourd'hui peut l'être demain, mais actuellement, pour différentes raisons (inavouées et inavouables. Réd.), la grève sans limite était à écarter. De plus, il ne s'agissait que d'une étape, dure certes, pour le sort du marin et non d'en finir avec l'exploitation."

Autrement dit, la grève illimitée, qui est précisément la seule arme des ouvriers en période de stabilité capitaliste, se trouve assimilée à un acte révolutionnaire et, comme telle, rejetée dans un avenir lointain.

"L'exploitation, nous dit-on en effet, ne disparaîtra qu'avec le régime, c'est-à-dire au moment où les richesses, les moyens de production, les navires appartiendront à la collectivité."

Nous nous contenterons de noter que, comme ces messieurs Frachon et Thorez ne comptent, pour atteindre ces objectifs, que sur les bulletins de vote, il y a encore de beaux jours en perspective pour les parlottes stériles, mais de toutrepos, des dirigeants syndicaux.

L'usage de la grève illimitée ainsi renvoyé aux calendes grecques, voici le savantissime argument historique. On n'en est plus dit, en substance Guernais, à l'époque où "la théorie des minorités agissantes avait la vedette dans les milieux syndicalistes". L'auteur, élève sans doute de maître Frachon, lui-même ancien anarcho-syndicaliste, professe pourtant le plus grand mépris pour le mot d'ordre révolutionnaire de la grève générale de l'époque héroïque du syndicalisme. Et il ignore complètement (ou feint d'ignorer: les souvenirs sont parfois gênants...) la conception de la grève générale politique que Lénine et Rosa Luxemburg (qui n'étaient pas des utopistes, n'est-ce pas Monsieur Guernais?) défendaient. D'ailleurs, grève illimitée et grève générale ne sont pas une seule et même chose. Si la seconde implique un dépassement des objectifs purement syndicaux du prolétariat en lutte, si elle pose donc, d'une manière ou d'une autre, le problème de la prise du pouvoir, la première n'est qu'un mini-

mum de la lutte revendicative au-dessous duquel il n'y a pas de grève du tout. Mais monsieur Guernais se moque de tout cela et il écrit tranquillement: "Une organisation syndicale de masse ne se mène plus comme un syndicat d'il y a trente ans aux maigres effectifs".

A la bonne heure ! Ce qui était possible avec quelques milliers de syndiqués ne l'est plus lorsqu'ils se comptent par centaines de mille ! Sinon, ce serait une "aventure". D'accord, monsieur Guernais, ce serait une dangereuse aventure pour le patronat; mais, heureusement pour lui, vous êtes là; vous veillez, vous et vos pareils et vous êtes dotés de manières bien trop raffinées pour qu'il y ait le moindre danger que vous vous lanciez dans une "aventure" d'aussi mauvais goût !

x<sup>x</sup>  
x x

Dogmatistes comme nous le sommes, nous appelons CAPITULATION cet abandon par les syndicats de leurs moyens de lutte traditionnels. Guernais nous explique au contraire que la tactique actuelle sème la panique dans le camp ennemi: "L'action des organisations de masse s'exerce partout, dans les commissions officielles, dans les conseils d'administration, et dans les commissions paritaires (en somme, partout où les patrons sont les plus forts. Réd.), par l'organisation des grèves s'il y a lieu" (ce qui n'est évidemment pas le cas, lorsque les délégués des marins se heurtent au "mur" de l'intransigeance des armateurs: le plus urgent, alors, c'est de mettre fin aux grèves, même de 24 heures!). Ce qu'il appelle "combattre les capitalistes sur leur propre terrain", c'est cela. Mais il y a un hic: "ce terrain, il y a peu d'années encore, n'était connu que de rares initiés", et c'est pourquoi "il est nécessaire, l'expérience le prouve (en effet!!!) que les syndiqués, qui ont à se prononcer, tiennent compte de l'avis de leurs responsables". Ces derniers, en effet, "disposent sur les problèmes généraux et particuliers de DONNÉES QUE NE POSSÈDENT PAS LES CAMARADES EMBARQUÉS". Or c'est indispensable pour que "la démocratie syndicale s'exerce pleinement en toutes circonstances".

Arrêtons là ce chapelet réthorique destiné à faire passer des vessies pour des lanternes. Voulez-vous savoir quelles sont ces "données" mystérieuses que vous, malheureux prolétaires ignorants, ne pouvez connaître et que vos dirigeants se gardent bien de vous révéler ? Pour les découvrir, il suffit de lire la conclusion de l'article que nous avons cité. La direction syndicale y appelle les marins à lutter pour leurs revendications, à s'unir, à combattre, etc., etc. et à "imposer une politique NATIONALE DE DÉFENSE ET DE DÉVELOPPEMENT de la marine de commerce, POUR QU'ELLE PRENNE UNE PLUS GRANDE PART DANS NOS EXPORTS-IMPORTS et dans le trafic international".

Tout le secret est là: quand des dirigeants ouvriers se prononcent pour une politique nationale, c'est-à-dire d'intérêt capitaliste, quand ils veulent, pour recueillir quelques miettes du profit, développer les affaires du patron, ils sont complètement désarmés devant celui-ci et, dans leurs fameuses parlottes, s'ils réclament quelques améliorations pour les salariés, ils se voient opposer la rentabilité de ces affaires,

la nécessité des bas prix de revient, l'intérêt supérieur de la nation, le prestige du pavillon, la concurrence internationale, en un mot TOUS LES IMPÉRIATIFS ANTI-OUVRIERS auxquels, par leur patriotisme, leur incivisme et leur modernisme, ils ont irrémédiablement adhéré. Et alors, ils n'ont plus qu'à la fermer et à briser la grève. Guernais écrit que, si les dirigeants syndicaux avaient écouté la volonté, qui était celle de tous les marins, de continuer la grève, ils n'auraient joué qu'"un rôle de transmission". Mais qu'ils le veuillent ou non, ils n'ont été que des "agents de transmission", les agents de transmission de la volonté des armateurs !

Notre position est plus brève et sans données mystérieuses. Elle tient en quelques mots: Merde pour la grandeur nationale, pour les imports-exports, pour le prestige du pavillon! En avant tout pour la lutte revendicative inconditionnelle, en attendant et en préparant l'assaut révolutionnaire contre le capitalisme !

---

## NOS REUNIONS

### A PARIS

Vendredi 25 octobre, à 21 h. 10 rue de Lancry. Xe.

LE CONFLIT SINO - RUSSE ET NOTRE COMBAT

### A MARSEILLE

Samedi 26 octobre, à 21 h. A l'ARTISTIC, cours J. Thierry

IL N'Y A PAS DE IVE INTERNATIONALE

## LA FABLE DE LA LUTTE ANTI-MONOPOLISTE

Certains croient encore à la lutte des Russes contre les monopoles du capitalisme impérialiste. A ceux-là, nous voudrions raconter une petite histoire qui a également le mérite de bien montrer quelle est la nature de la "coexistence pacifique" de M. Khrouchtchev. Voici:

Il était une fois un trust anglo-sud-africain qui détenait le monopole mondial de la vente des diamants. On l'appelait la "De Beers Consolidated Mines Ltd". Or le rapport d'affaires de ce trust, commenté par l'hebdomadaire allemand "Die Zeit" (n°29), nous apprend qu'il aurait créé "la plus étrange communauté d'intérêts du monde". Voilà laquelle:

Le cartel, ainsi que sa filiale commerciale, la "Diamond Corporation" de Londres, fait partie du groupe Oppenheimer qui a son siège principal à Johannesburg. Les fonctionnaires d'Oppenheimer, faisant preuve d'un sens raffiné des affaires, ont peu à peu acquis ou absorbé dans leur "famille" tous ou presque tous les petits producteurs des pays où il est possible d'extraire des diamants (outre l'Afrique du Sud, le Congo, l'Angola, le Tanganyika, la Sierra Leone, le Liberia, la Côte d'Ivoire): "Après avoir réussi à prendre en mains plus des neuf-dixièmes de la production mondiale des diamants bruts, la Diamond Corporation a fixé des contingents de production qui ne doivent pas être dépassés. Chaque année, le cartel reçoit la production totale des diverses entreprises d'extraction, mais il ne met en vente que juste ce qu'il faut pour maintenir la rareté et par conséquent des prix élevés. Le reste est mis de côté! Voilà comment ce cartel, nourri de l'exploitation sanglante du prolétariat de couleur, réalise de bonnes affaires!

Mais un jour, l'inattendu arriva. En 1956, les Russes purent commencer l'exploitation industrielle des gisements diamantifères de Jakutsk, en Sibérie, que leur ministère des recherches géologiques définissait dès 1954 comme "riches, très étendus et hautement productifs".

Le monopole d'Oppenheimer était menacé par la Russie. C'était peut-être une menace prolétarienne, une promesse de vengeance pour le sang et la sueur des prolétaires africains? Non! Oppenheimer ne craignait qu'une chose: que de nouveaux diamants soient mis en vente sur le marché et que cela se fasse - horreur! - baisser les prix! Lorsque la chose parut vraiment préoccupante, Oppenheimer et ses fidèles se réunirent et décidèrent d'offrir aux Russes leur amicale collaboration. Comme ils savaient bien qu'ils avaient affaire aux théoriciens de la coexistence et de l'émulation affairistes et pacifiques, ils proposèrent ceci: Pourquoi ne pas nous mettre d'accord entre affairistes?

Et ils se mirent d'accord. Fin janvier 1960, à Londres, derrière les portes bien closes du siège principal de la Diamond Corporation, on signa un "contrat secret" (secret pour qui? Pour les prolétaires trompés et trahis du monde entier ou pour d'éventuels concurrents?) par lequel les Russes s'engageaient à réserver toutes leurs exportations à l'extérieur du bloc soviétique au fameux cartel.